

La guerre ne consiste pas d'abord à tuer des hommes : elle consiste à imposer sa volonté stratégique à l'adversaire. Clausewitz définissait la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens ; André Beaufre en tirait la formule décisive selon laquelle la stratégie est l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit. Tuer n'est qu'un mode d'action parmi d'autres — souvent le plus coûteux, rarement le plus décisif. À l'âge de l'information, l'un des plus efficaces consiste à agir sur les perceptions pour obtenir des effets stratégiques concrets, sans jamais franchir le seuil du feu.

C'est exactement ce que fait l'Azerbaïdjan contre la France. Et la France, jusqu'ici, ne l'a pas traité pour ce que c'est : un acte de guerre.

Rappelons les faits, car ils sont la véritable munition de ce combat. Depuis janvier 2023, le service français de vigilance contre les ingérences numériques étrangères, Viginum, a détecté plus d'une trentaine de manœuvres informationnelles émanant d'Azerbaïdjan. Leur bras armé porte un nom : le *Baku Initiative Group* (BIG), officine de propagande adossée à l'État azerbaïdjanais.

Le mode opératoire des ces manœuvres est méthodique :

- Sur le terrain physique, le BIG a fait venir à Bakou des délégations d'indépendantistes kanak, polynésiens, martiniquais, guadeloupéens (et jusqu'à des autonomistes corses) pour leur faire signer des tribunes dénonçant la prétendue « *politique raciste* » et les « *répressions* » de la France.
- Sur le terrain numérique, lors des émeutes de mai 2024 en Nouvelle-Calédonie, des drapeaux azerbaïdjanais fleurissaient parmi les émeutiers, tandis qu'une nébuleuse de comptes coordonnés propageait l'accusation mensongère selon laquelle la police française tirait sur des manifestants. Viginum a identifié 423 comptes sur X reliés au pouvoir de Bakou, pour beaucoup rattachés au parti du président, le *Yeni Azərbaycan Partiyası*.

La Nouvelle-Calédonie n'était que la partie émergée de l'iceberg : la même campagne a visé les Antilles, Mayotte, la Corse. L'objectif affiché par un émissaire de Bakou intervenant devant le congrès du FLNKS était limpide : encourager la création d'un « *front international de décolonisation* » des outre-mer français. On ne saurait mieux avouer l'intention hostile.

Cette agression ne tombe pas du ciel. L'Azerbaïdjan ne pardonne pas à la France d'avoir tiré l'Arménie de l'isolement auquel elle semblait promise, après son abandon par son protecteur russe traditionnel, englué dans la guerre d'Ukraine et défaillant à ses obligations d'allié.

En septembre 2023, une offensive éclair de Bakou a mis fin à l'existence du Haut-Karabakh arménien et jeté près de 100 000 Arméniens sur les routes de l'exil : une épuration ethnique conduite sous le regard complice de Moscou. La France a été la première puissance occidentale à réagir concrètement avec une aide humanitaire triplée, puis, à partir de l'automne 2023 et lors de la visite inédite du ministre des Armées à Erevan en février 2024, des livraisons de matériels de défense et une coopération militaire assumée. C'est de cet engagement que l'Azerbaïdjan tire vengeance dans le Pacifique.

Le président Ilham Aliyev, au pouvoir depuis 2003 après avoir succédé à son père Heydar, accuse donc la France de « *colonialisme* » en Nouvelle-Calédonie. L'accusation est absurde à l'encontre d'un pays qui continue de discuter avec les indépendantistes après trois référendums remportés par les partisans du maintien dans la République. Mais l'absurdité n'est pas la question.

On se moque viscéralement des Kanaks à Bakou. Ce qui compte, c'est de placer la France sur le banc des accusés. Car saper sa légitimité de puissance, c'est atténuer par avance la portée de ses protestations contre une colonisation, une vraie celle-là, menée sur fond d'épuration ethnique par l'Azerbaïdjan lui-même. Le procédé est un classique de la lutte informationnelle : retourner l'accusation pour désarmer moralement l'accusateur. Qui crie « *colonialiste* » le premier dispense l'agresseur d'avoir à se justifier.

Les démocraties ont une fâcheuse propension à sous-réagir. Elles rangent ces diatribes au rayon des excès rhétoriques, des rodomontades d'autocrates en mal de reconnaissance. C'est une faute d'analyse.

Aliyev, en l'occurrence, sait parfaitement ce qu'il fait. Il ne s'égare pas : il vise délibérément l'intégrité territoriale de la République, c'est-à-dire l'un de ses intérêts fondamentaux. Il a engagé avec la France une dialectique des volontés. Au sens strict, c'est un acte de guerre, mené dans le milieu informationnel, sous le seuil du conflit armé, précisément parce que ce seuil paralyse la riposte des sociétés ouvertes.

Le milieu informationnel est aujourd'hui un champ de bataille au même titre que la terre, la mer, l'air, l'espace et le cyber. On peut y subir une défaite sans qu'un coup de feu soit tiré : il suffit que l'adversaire parvienne à modeler les perceptions, à fracturer les opinions, à disqualifier une parole. Ne pas répondre dans ce milieu, c'est concéder le terrain et signaler à tous les compétiteurs qu'on ne s'y battra pas.

Nos alliés ont commencé à en tirer les conséquences. Dès sa revue stratégique de 2021, *Global Britain in a Competitive Age*, le Royaume-Uni a inscrit noir sur blanc l'impératif de conquérir un avantage informationnel face à des compétiteurs devenus plus agiles et plus offensifs sous le seuil de l'affrontement ouvert : détecter, comprendre, attribuer et agir — et se montrer, selon les propres termes du document, « *plus affirmé* ». L'attribution publique par Viginum est un premier pas dans ce sens ; elle reste, seule, une posture défensive.

Car établir un rapport de force informationnel suppose une capacité de riposte crédible. Or un dictateur au pouvoir depuis plus de deux décennies, dauphin de son propre père, présente des vulnérabilités. Ce sont elles qu'il faudrait savoir exploiter.

Le régime d'Aliyev est fragile là où il paraît fort. Sa légitimité repose sur une succession dynastique et sur un culte du chef qui supportent mal l'ironie. Sa prospérité pétrolière masque des inégalités sociales extrêmes et une corruption documentée jusqu'au sommet. Sa carte ethnique, enfin, est loin d'être unie : le traitement de certaines minorités (Talysh, Lezguins, entre autres) constitue un angle mort du récit officiel d'un Azerbaïdjan uni et magnanime. Procurer des caisses de résonance à ces réalités, faire circuler dans l'espace public international ce que Bakou étouffe chez lui, embarrasserait ses dirigeants bien davantage.

qu'un communiqué de protestation.

Pour parler crûment : la dissuasion repose sur la peur, dans le domaine informationnel comme dans les autres. Il ne faut pas s'interdire les frappes narratives susceptibles de remettre en cause les intérêts vitaux d'un régime hostile ou les fondements du pouvoir d'un autocrate. C'est souvent le seul langage qu'il comprend, et le seul moyen de l'amener à résipiscence. Les protestations officielles et les dénégations, elles, sont perçues pour ce qu'elles sont : un refus de se battre, une marque de faiblesse.

On rétorquera trois choses, et il faut y répondre sans faux-fuyant.

- D'abord, le risque d'escalade : frapper le récit d'un régime, n'est-ce pas l'inciter à durcir ses propres opérations ? Mais l'inaction n'est pas une police d'assurance contre l'escalade — elle en est le carburant. C'est l'impunité, non la riposte, qui enhardit l'agresseur. La dissuasion consiste précisément à rendre l'agression plus coûteuse que le *statu quo*.
- Ensuite, la contrainte démocratique : une démocratie ne peut se comporter comme une autocratie sans se renier. C'est vrai, et c'est justement là que réside son avantage. Elle n'a pas besoin de mentir. Le régime de Bakou, lui, doit fabriquer de faux comptes et inventer des tirs qui n'ont pas eu lieu ; la France n'a qu'à documenter ce qui est. Cette asymétrie est une force, non un handicap.
- Enfin, la ligne rouge de la manipulation : où s'arrête la mise en lumière des faits, où commence la propagande ? La frontière passe entre le vrai et le fabriqué. Le respect scrupuleux de cette frontière est ce qui distingue une riposte légitime d'un abaissement au niveau de l'adversaire. Il ne faut pas la franchir, non par pusillanimité, mais parce que la crédibilité est, en régime informationnel, l'arme suprême : elle se perd d'un mensonge et ne se regagne pas.

La morale de cette nouvelle offensive contre la France est qu'il est temps, pour elle, de se désinhiber. Nul besoin de désinformer ni de franchir des lignes rouges éthiques contraires à son ethos. La simple mise en lumière des faits suffit : que l'on fasse résonner, à l'échelle où Bakou orchestre ses mensonges, la réalité de l'épuration du Haut-Karabakh, la nature dynastique du pouvoir, les inégalités et le sort des minorités.

L'information est l'arme naturelle des démocraties, parce qu'elle prospère sur le vrai et que le vrai est de leur côté. Encore faut-il savoir l'employer... et oser le faire.